

Montant des intérêts versés par la France de 1979 à 2006

**Comparatif de l'évolution de la dette de la France avec ou sans intérêts
selon que l'on compte en Euros courants ou constants.**

de Michel LALOUX

Pour l'orthodoxie monétaire, toute banque centrale se doit d'être indépendante de l'État. Il ne saurait donc exister un service public de la monnaie. Cette pensée a conduit à sa privatisation totale, en remettant le pouvoir de création monétaire aux seules banques privées. Une des conséquences de cette orientation est le problème de la dette insoutenable, d'abord des pays du tiers-monde puis, aujourd'hui, des pays occidentaux.

Des observateurs critiques de cette approche sont de l'avis que les pays ne seraient pas endettés s'ils n'avaient pas d'intérêts à payer. Dans leur livre *La dette publique, une affaire rentable*, A.J. Holbecq et P. Derudder ont calculé que le montant de la dette cumulée de la France, en 2006, était égal au total des intérêts sur les emprunts d'État payés par le pays entre 1979 et 2006. Ils en déduisent que si la Banque de France avait pu prêter au trésor public à taux zéro, la France n'aurait pas eu de dette en 2006. Autrement dit, la dette serait uniquement due au service de la dette. Tout se serait passé comme si la France n'avait emprunté que pour payer les intérêts de ses emprunts !!!

Penchons-nous sur la réalité de ces chiffres. Holbecq et Derudder ont fait leurs calculs en Euros constants de 2006. Ainsi la dette de 1979 est multipliée par 2.76, celle de 1980, par 2.43, etc. Le montant des intérêts payés s'en trouve donc considérablement augmenté par rapport à ce qui a été effectivement réglé, si l'on fait le calcul en Euros courants. Dans ce dernier cas, les intérêts cumulés payés par la France se montent à 888.50 milliards d'euros pour une dette de 1'142.20. Avec des emprunts à taux zéro, la dette s'élèverait quand même à 253.70 milliards, en 2006, soit le quart de ce qu'elle était à cette époque.

Certes, le calcul en Euro constant rend plus spectaculaire ce que l'on veut montrer. Mais il ne correspond pas à ce qui s'est passé au cours des années allant de 1979 à 2006. Ramener le montant des intérêts de 1979 à ce qu'il aurait été en 2006 est une extrapolation purement théorique qui introduit une erreur. Car les conditions économiques en début de la période considérée ne sont absolument pas comparables à celles de la fin.

Pour les besoins de leur démonstration, Holbecq et Derruder n'avaient pas besoin de pousser ainsi des chiffres qui sont suffisamment parlant lorsque l'on reste en Euros courants. Payer près de 890 milliards d'intérêts sur 30 ans est, en soi, un montant exorbitant.

En extrapolant le calcul pour les années 207 à 2013, nous arriverions à un montant cumulé d'intérêts payés par la France de 1'200 milliards d'Euros depuis 1979. Le montant total de la dette souveraine étant de 1'950 milliards en 2013, il apparaît que, avec un taux d'intérêts nul, la dette de la France ne serait que de 750 milliards d'Euro, soit environ 37 % du PIB.

En réalité, ce chiffre serait certainement bien plus bas. Car ces 1'200 milliards, répartis sur 34 ans, représentent un potentiel d'investissements productifs conséquent et donc une augmentation des recettes de l'État par l'impôt, celles-ci venant diminuer la dette.

Ces chiffres devraient nous donner à réfléchir au vrai problème que pose l'intérêt dans l'économie. Il s'agit là d'une question fondamentale qui est en amont de celle que l'on se pose habituellement sur le fait de savoir si la banque centrale doit être sous l'autorité de l'État.

